

La campagne présidentielle algérienne s'achève dans un climat très tendu

LE MONDE | 14.04.2014 à 10h01 • Mis à jour le 14.04.2014 à 11h18 | Par Isabelle Mandraud

Alger, envoyée spéciale. On l'attendait dimanche 13 avril à la Coupole, le grand complexe olympique à l'ouest d'Alger. Il est apparu la veille à la télévision. Tout au long d'une campagne commencée le 23 mars, le président sortant, Abdelaziz Bouteflika, 77 ans, candidat à un quatrième mandat après quinze ans à la tête de l'Etat algérien, ne s'est pas adressé à ses électeurs. Dimanche, malade, il a laissé une dernière fois son équipe réunie au grand complet animer le dernier meeting en son nom devant un portrait géant. La veille, cependant, les Algériens ont eu confirmation de l'atmosphère très tendue et du climat de violence dans lesquels s'achève cette campagne.

Dans un court extrait de deux minutes diffusé samedi par la télévision algérienne, M. Bouteflika est apparu recevant le ministre des affaires étrangères espagnol, José Manuel Garcia-Margallo. Sitôt passées les salutations, l'échange filmé commence par ces mots du président : « *Par certains moments, elle a manqué d'élégance. Par moments, il y a eu des appels à la violence, des comportements pas très orthodoxes, pas très démocratiques.* » « *Vous pensez que ça a été terrible ?* », risque le ministre espagnol.

Ainsi relancé, le président, qui s'exprime en français, poursuit : « *Elle a été très dure. Il y a un code déontologique duquel on ne doit pas s'écarter. Qu'un candidat vienne menacer les walis (préfets) et les autorités de faire attention à leur famille en cas de fraude, ça veut dire quoi ? C'est du terrorisme à travers la télévision.* »

Le mot « terrorisme » est lâché qui ne peut que réveiller des souvenirs douloureux en Algérie. Puis sans transition, le chef de l'Etat algérien commente la victoire de l'Atletico Madrid sur le FC Barcelone, battu en quart de finale de la Ligue des champions. « *C'est un événement* », dit-il. Fin de l'extrait.

A aucun moment, M. Bouteflika n'a prononcé le nom du candidat menaçant. Mais les Algériens ont bien compris qu'il s'agissait de son ancien premier ministre et principal concurrent, Ali Benflis. L'équipe du président s'est d'ailleurs chargée d'être bien plus explicite. Dans un communiqué, rendu public samedi, adressé à « *Mesdames et Messieurs les directeurs des chaînes de télévision, de la radio et de la presse écrite* », la direction de campagne de M. Bouteflika dénonce des dérives qu'elle impute à son principal rival : « *Le discours de M. Ali Benflis, outre d'être porteur de menaces ciblées, s'attelle, depuis le démarrage de cette campagne, à semer le doute sur la transparence des élections, se posant de façon anticipée en victime de fraude, posant sa victoire comme inéluctable, malgré les signes qui ne trompent pas d'une débâcle électorale annoncée le concernant.* »

Dimanche, c'était au tour du QG de M. Benflis de renvoyer la balle dans un communiqué de quatre pages, qualifiant les accusations du camp d'en face d'« *informations erronées, d'accusations infondées* » et de « *menaces à peine voilées* ». C'est, poursuit le texte, « *l'acte fondateur d'une fraude annoncée* ».

Débâcle électorale « *annoncée* », contre fraude tout aussi « *annoncée* » : les accusations que se lancent les deux camps en disent long sur le climat qui entoure l'élection présidentielle algérienne, dans une version pour le moins inédite jusqu'ici.

M. Benflis, qui animait également son dernier meeting, dimanche à Rouiba, dans la banlieue d'Alger, n'a pas cessé en effet de dénoncer à l'avance le risque de fraude. « *Ceux qui se sont habitués à spolier la parole du peuple, à détourner sa volonté, veulent garder leurs vieilles habitudes de fraudes* », avait-il lancé il y a quelques jours sur une chaîne de télévision.

Le candidat défait en 2004, avec un score humiliant de 6,4 % contre 85 % pour M. Bouteflika, a prévu de placer un observateur dans chacun des 60 000 bureaux de vote qui ouvriront leurs portes jeudi en Algérie. En cas de triche, laisse entendre son équipe de campagne au *Monde*, M. Benflis pourrait appeler, lors de l'annonce des résultats, à des « *sit-in pacifiques* ». Cette atmosphère inquiète les Algériens qui ont commencé, selon plusieurs témoignages recueillis, à constituer des réserves de nourriture.

En marge des derniers meetings de campagne, le climat n'a cessé de se dégrader et les manifestations se sont multipliées. Les plus graves ont eu lieu dans la vallée du Mzab, aux portes du Sahara, où des affrontements violents opposent depuis plusieurs mois les Mozabites (Berbères musulmans de rite ibadite) et les Arabes dominés par la tribu des Chaamba. A Ghardaïa et dans les communes environnantes, de nouvelles échauffourées ont provoqué la mort de deux Mozabites en moins de vingt-quatre heures.

Vendredi, un jeune a été tué par une arme à feu, puis un homme d'une quarantaine d'années a été mortellement poignardé le lendemain matin à Beriane, à 45 kilomètres de Ghardaïa. En Kabylie, les rencontres publiques au nom du président ont parfois été empêchées, des portraits ont été arrachés et des locaux incendiés. Ailleurs encore, dans les Aurès ou sur d'autres parties du territoire, des manifestations de jeunes et d'opposants se sont déroulées en présence de dispositifs policiers renforcés.

Dans son communiqué, la direction de campagne de M. Bouteflika a pour la première fois admis ces contestations, qu'elle qualifie de « *dérive* » et d'« *agressions (...) manifestes* », comme celles « *constatées à Ménéa et Beriane dans la wilaya de Ghardaïa, à Kenchela, à Sétif, à Alger et dans bien d'autres régions du pays* ». Cette situation nourrit des commentaires inquiets dans la presse algérienne sur la perspective d'une fracture entre l'ouest du pays, réputé plus favorable à M. Bouteflika, et l'est, dont est originaire M. Benflis.

Dimanche, les deux meetings de clôture se sont déroulés l'un et l'autre à Alger. Expédié en moins d'une heure, celui du président sortant s'est tenu en présence de milliers de jeunes acheminés par bus de plusieurs régions. « *La Hogra, c'est fini !*, a promis à la tribune le directeur de campagne Abdelmalek Sellal, ancien premier ministre. *On est entouré de pays qui connaissent des problèmes, on a besoin de Bouteflika.* » Le soir même, le candidat réapparaît en chair et en os à la télévision en compagnie cette fois de Lakhdar Brahimi, l'envoyé spécial de l'ONU pour la Syrie.

Comme ce dernier observe que la campagne s'achève, le président sortant s'agace : « *Elle se termine, mais à quel prix. Il y a des appels à la fitna (le désordre), à des interventions étrangères. C'est quoi ça ? C'est une fitna ? Une révolution ? Un printemps ?* » Et l'émissaire onusien, superbe, de répondre : « *Un peu de tout ça.* »